

Connaissez-vous l'ONP ?

Quoique entourée de quelques rumeurs concernant l'authenticité de certains de ses titres universitaires, l'arrivée de Josette THEOPHILE, en 2009, comme super Directrice des Ressources Humaines commune aux ministères de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Culture ne fit pas frémir plus que cela les organisations syndicales. Pourtant la force de frappe de cette *tenniswoman* sur les emplois de la RATP, où elle a précédemment exercé, n'était pas inconnue d'elles.

En charge de manier la LOLF* au mieux des intérêts de la RGPP**, c'est-à-dire de débarrasser les services publics de l'Education et de la Culture du maximum d'emplois possible, la dame n'a pas chômé. Dans l'Education Nationale, les classes supprimées, voire les établissements, les recrutements taris, les options réduites ne se comptent plus ; et les manifs contre ces désastres viennent un peu tard constater les dégâts causés par l'application forcenée d'une politique malthusienne et libérale, liquidatrice du programme du CNR.***

Par des incitations diverses qui, la plupart du temps, engendrent des tensions exacerbées entre les personnels, les chefs d'établissement sont invités, au prix de primes diverses et modulables, à se débarrasser des personnels trop onéreux ... Et là, tous les moyens sont bons, y compris, et surtout, ceux qui sont le moins avouables.

Tout cela relève en quelque sorte de bricolages locaux plus ou moins modélisables (faire décamper un prof agrégé d'un collège, ou d'un établissement trop bien doté selon la logique comptable de la LOLF, laisser se développer des relations claniques et malsaines à l'interne des établissements scolaires, y compris en y laissant s'y insinuer des formes de racisme, par exemple), mais tend toujours à diminuer le plus possible le coût en personnels dans tous les établissements scolaires. Transformer un poste de titulaire en service contractualisé, mettre à profit l'allongement de la carrière pour cause de recul de l'âge de la retraite pour faire sauter un ou deux mois de traitement, tout autant que la suppression pure et simple de la formation des stagiaires, voilà ce qui relève des « économies » à faire, aux dépens des personnels et sur le dos des élèves. Centraliser les résultats de ces combines disparates et efficaces afin de mieux les généraliser, tel est aussi l'objectif du pouvoir.

C'est pourquoi Bercy a mis en place, dès 2007, l'ONP, l'Office National de la Paye.

Cet Office concerne, bien entendu, la rémunération de tous les personnels de toutes les fonctions publiques afin de mieux réduire les écarts de traitements entre chaque catégorie de personnels. Gageons que cette réduction des écarts se fera prioritairement par le nivellement par le bas ! L'ONP sera ainsi un excellent incitateur à la fongibilité de la LOLF, les réductions de dépenses pour rémunération du travail pouvant être mises à la disposition d'autres postes de dépenses et pas nécessairement dans les administrations sur lesquelles ont été prélevés les fruits de la fongibilité : des fonctionnaires de la justice et de l'éducation moins payés cela permet de mieux équiper l'armée !

Ne pas se faire d'illusion ! Bientôt l'ONP sera aussi en charge de la gestion des pensions des fonctionnaires rayés des cadres ! Peut-être parlera-t-on, alors, de l'ONPP ...

Permettre la centralisation comptable des rémunérations des fonctionnaires par la mise en place de l'ONP, c'est donner un outil performant à la politique salariale déflationniste. Déjà pratiquée en France par le biais du quasi gel des salaires face à la montée des prix et la

non prise en compte de l'augmentation de la productivité, la déflation salariale officielle, à l'image de ce qui se passe, en GRECE, au PORTUGAL, en GRANDE-BRETAGNE et ailleurs, est la prochaine étape de la politique des réductions des déficits publics. Cette politique, imposée par les intérêts très particuliers des réseaux financiers actionnariaux et spéculatifs, du genre fonds de pensions, dans lesquels la famille de Nicolas SARKOZY est partie prenante, est délibérément menée contre l'intérêt du peuple, celui des travailleurs et celui des citoyens. L'ONP – c'est un scénario qui est inscrit dans la nature libérale de cet Office – peut recourir, pour payer traitements et salaires, aux entreprises financières privées, contre intérêts, pour acquitter les sommes dues aux fonctionnaires. Donnant-donnant, n'est-ce pas ? Donc, ces boîtes privées pourront s'immiscer dans l'administration de cet Office qui, le cas échéant, annoncera qu'il ne dispose pas d'assez d'argent – le poids de sa dette, évidemment ! – pour payer la totalité des traitements et des pensions ! Cette banqueroute de l'Etat, déléguée à l'ONP, est une façon bien particulière de traduire le principe sarkozien du « travailler plus, pour gagner plus » : la haute administration et « l'élite » financière du pays se sont bien gratter les méninges pour aller subrepticement mais sûrement vers la privatisation des rémunérations et des pensions des fonctionnaires et, par la même occasion, vers la marchandisation de la fonction publique !

L'Etat et ses agents aux mains de la finance mondiale !

Voilà à quoi conduit la mise en application de l'idéologie libérale qui à quelques exceptions près est celle à laquelle adhère l'ensemble de la caste politique locale, régionale et mondiale.

Elle paupérise et désespère la population d'aujourd'hui et compromet l'avenir de ses enfants.

Le SNCA e.i.L. Convergence ne condamne pas l'ONP en tant que tel : pourquoi ne pas envisager son fonctionnement paritaire pour en faire un outil au service de la Nation toute entière ? Il dénonce sa mise en place et sa gestion envisagée dans le seul but de pressurer un peu plus les agents de l'Etat dont la mondialisation travaille à l'extinction.

La République ne peut cautionner l'idéologie libérale mise en œuvre par la mondialisation qui piétine le droit des peuples à vivre dignement.

Le SNCA e.i.L. Convergence qui, en participant au débat sur l'identité nationale, a dit et répété que ce qui était au cœur de cette identité c'était la République elle-même, sera toujours là où est menacée, bafouée, niée la souveraineté populaire afin de combattre ceux qui la narguent et la détruisent.

** Loi Organique relative aux Lois de Finance*

*** Révision Générale des Politiques Publiques*

**** Conseil National de la Résistance*